

La privatisation: ce n'est *pas* tel qu'annoncé

Nous comptons tous sur les services publics au quotidien, que ce soit sur les **infrastructures** comme les transports en commun, l'eau courante, l'électricité, le réseau routier et le traitement des eaux usées, sur les **institutions** comprenant, entre autres, les hôpitaux, les universités, les écoles et les bibliothèques, ou encore sur les **services** de garde d'enfants, les logements sociaux, la planification, les services d'urgence, les normes de sécurité, etc.

Certains gouvernements et certaines sociétés réclament la privatisation des infrastructures et services publics en faisant valoir que les services privatisés sont moins coûteux et plus efficaces. L'IPPM a préparé une série de fiches d'information dans le but d'expliquer en quoi consiste la privatisation des services publics, pourquoi il s'agit d'une mauvaise idée et quelles sont les solutions de rechange.

Dans notre série, vous trouverez des renseignements supplémentaires sur chacun des sujets ci-dessous.



Les infrastructures et services privatisés sont plus coûteux

Lorsque des fonds publics sont versés à des sociétés privées afin qu'elles fournissent des infrastructures et services publics, les fonds destinés aux services ou aux installations sont engloutis dans le but de faire des profits. Le but des sociétés privées est de faire de l'argent. Il est rentable pour elles de fournir des services et des infrastructures aux différents ordres de gouvernement, puisqu'il s'agit essentiellement d'une garantie de rendements stables à long terme pour leurs actionnaires. Elles obtiennent ces profits en prenant des raccourcis et aux dépens de la qualité et de la quantité des services.

Il en coûte plus cher aux sociétés privées d'emprunter de l'argent qu'à n'importe quel ordre de gouvernement. Par conséquent, les grands projets d'infrastructure qui exigent que des sociétés privées fassent des emprunts sont plus coûteux qu'ils ne l'auraient été si le gouvernement avait emprunté les fonds.

Il est faux d'affirmer que le secteur privé respecte toujours les délais et les budgets impartis. Les vérificateurs généraux de plusieurs provinces et de divers pays ont exposé les raisons pour lesquelles les partenariats public-privé sont plus coûteux.



Les infrastructures et services privatisés sont moins efficaces

Certains des moyens employés par les sociétés privées pour tirer le maximum de profit des services publics qu'elles offrent consistent à couper les coins ronds et à offrir des services qui sont loin d'être optimaux ou qui ne répondent pas aux besoins.

Le système de paie Phénix est un exemple récent frappant de projets bâclés attribuables à un entrepreneur privé. Conçu pour le gouvernement fédéral par IBM, l'une des plus grandes sociétés spécialisées en TI au monde, Phénix est incapable de traiter une augmentation de salaire ou un congé de

manière fiable. Dans un autre cas semblable survenu en 1997, Accenture a conçu un système de traitement de demandes d'aide sociale pour le gouvernement ontarien qui ne pouvait pas prendre en charge les changements apportés aux paiements d'aide sociale.

Les sociétés privées peuvent également accroître les profits qu'elles génèrent dans le cadre de la prestation de services publics en diminuant la capacité de ces services, en réduisant les dépenses d'entretien, en offrant une gamme plus limitée de services ou en les offrant uniquement

aux personnes à qui il est facile d'offrir des services. Elles peuvent s'engager à ne gérer que la partie des services qui génère des revenus – par exemple, dans le cas d'un système de transport en commun, assumer le service de métro, mais pas le service d'autobus, et ce, dans le but de réduire le personnel et le salaire des employés, le tout au détriment de la sécurité du public et des travailleurs.

Par exemple, une compagnie ontarienne de gestion des déchets embauche ses conducteurs de camion, mais recrute les personnes qui travaillent à l'arrière du camion par l'entremise d'une agence de placement temporaire, qui leur offre un salaire nettement inférieur. Les résidents de centres de soins de longue durée ont droit à moins d'heures de soin dans les centres à but lucratif du secteur privé que dans les centres sans but lucratif du secteur public.

Pendant ce temps, le public et les différents ordres de gouvernement se trouvent en perte de contrôle, d'imputabilité, de transparence et d'expertise face à la privatisation. Le public perd également la capacité de s'attaquer à des enjeux sociaux plus vastes, comme les changements climatiques et la santé publique, au moyen de la conception et de la prestation de services publics.



Les infrastructures et services publics sont essentiels à l'égalité

Des services publics accessibles et de haute qualité sont essentiels à l'égalité entre les sexes et à l'égalité pour les personnes qui vivent de la discrimination parce qu'elles sont autochtones ou racialisées, qu'elles sont atteintes de handicaps ou qu'elles ont des problèmes de santé, qu'elles font partie de la communauté LGBTQ2S+, ou en raison de leur âge.

Les femmes, ainsi que toutes les personnes qui font face à des obstacles socioéconomiques, comptent sur l'éducation, les soins de santé, les services sociaux, les transports en commun, les bibliothèques et sur d'autres services publics pour profiter d'une égalité des possibilités.

Les femmes et leurs personnes à charge composent le plus important groupe d'utilisateurs de plusieurs services publics, comme les services de garde, les programmes

de soins aux aînés, les transports en commun et les logements sociaux. Les femmes sont la plupart du temps contraintes de prodiguer elles-mêmes les soins que nécessitent leurs personnes à charge lorsque des services publics de gardes d'enfants et de soins pour ceux dont la santé est précaire ne sont pas accessibles.

Les services publics constituent une source d'emploi importante pour les femmes. Les femmes représentent la majorité des fonctionnaires, surtout dans les domaines traditionnellement dominés par les femmes tels que la santé, l'éducation, les services sociaux et l'administration. Les femmes sont parvenues à une représentation paritaire dans les rôles de leadership dans le secteur public au Canada, mais pas dans le secteur privé.

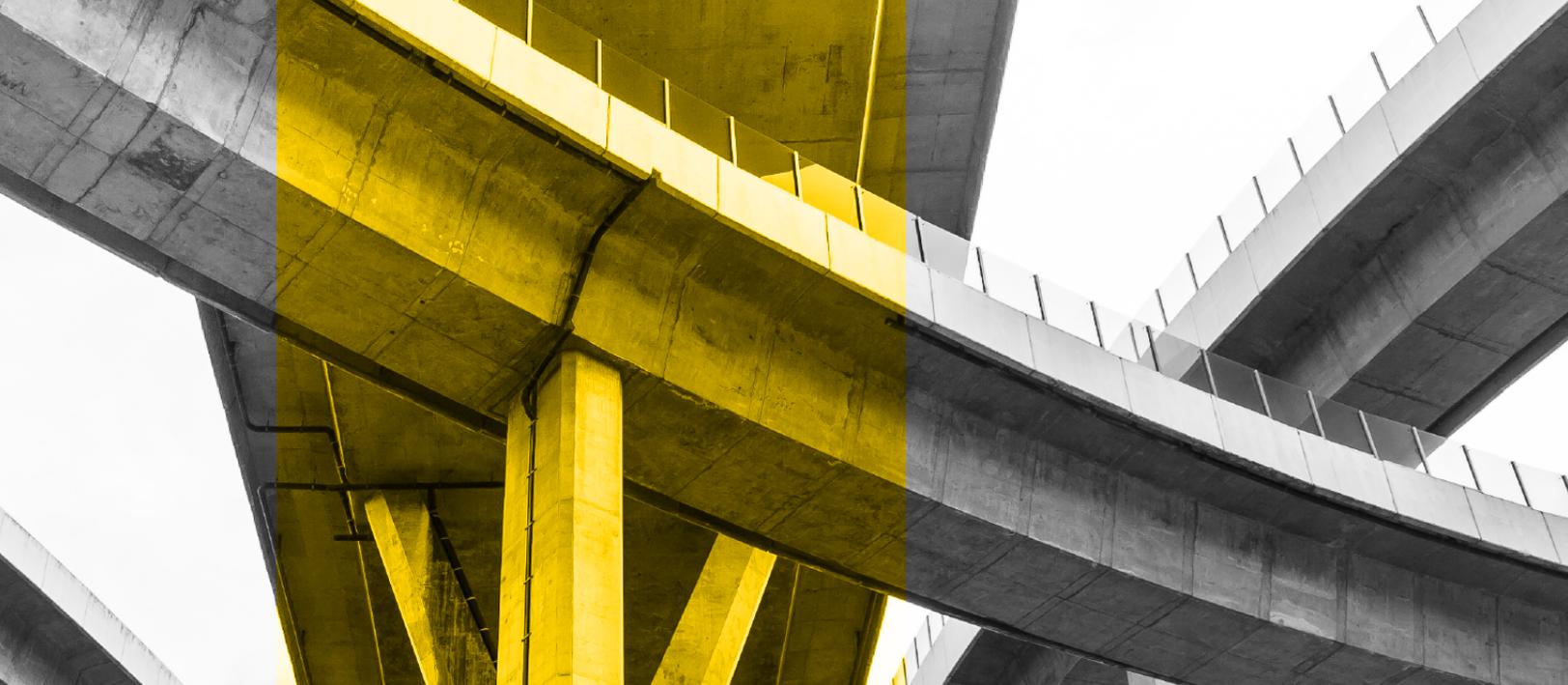


La privatisation comporte de nombreuses facettes

Sous le prétexte de faire économiser les contribuables, de mettre un terme à la duplication inutile des services et au gaspillage des ressources, et d'offrir des services plus efficaces et plus variés aux utilisateurs, un nombre croissant d'infrastructures et de services publics seront offerts à la population ontarienne par l'entremise de sociétés privées.

Certaines formes de privatisation, comme la sous-traitance et la vente d'infrastructures et de services, sont bien connues. D'autres formes de privatisation portent des appellations qui paraissent bien, comme « partenariats public-privé » et « investissements en finance

sociale », qui évoquent des bénéfices accrus. Des formes de privatisation, comme l'utilisation de bons, se positionnent comme un choix offert aux contribuables, mais exigent en fait que les gens achètent un service auprès de fournisseurs privés à l'aide de fonds publics. Certains services publics, tels que les aéroports, Ontario Hydro et la nouvelle Agence Santé Ontario, relèvent maintenant d'institutions quasi publiques sans but lucratif qui ont peu de comptes à rendre au public et qui ouvrent la porte à davantage de privatisation. Tous utilisent les fonds publics pour accroître le profit privé et érodent la régie et la responsabilité publiques.

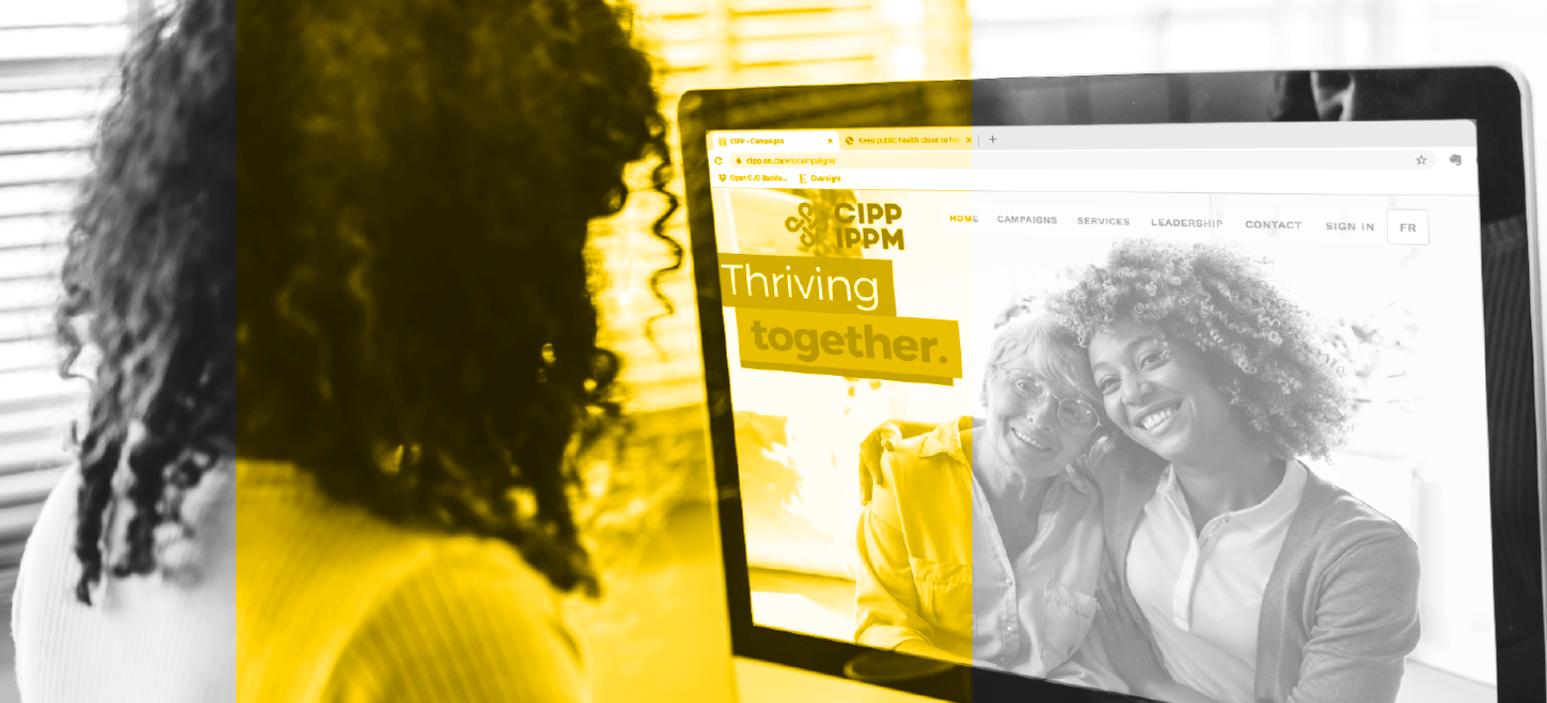


D'autres solutions s'offrent à nous

Nous devons les infrastructures et services publics de l'Ontario aux fonds publics. Cependant, la proportion du budget provincial consacrée aux infrastructures ne fait que diminuer depuis les années 1960. Les gouvernements fédéral et provinciaux ont réduit leurs revenus, puis leurs dépenses. Autrefois, le gouvernement fédéral empruntait des fonds au Régime de pensions du Canada pour financer ses projets d'infrastructure.

En Ontario, certains travaux, comme la construction des routes et des infrastructures, ont presque toujours été effectués par des sociétés privées. Mais historiquement, le secteur public assumait le contrôle et les coûts de l'ensemble du processus. Nos écoles, universités, routes, hôpitaux, arénas, parcs et centres communautaires ont été entièrement conçus comme des services publics à part entière.

La privatisation n'est ni une nécessité ni une chose inévitable. D'autres solutions existent.



Fiches d'information de l'IPPM sur la privatisation

Voici l'introduction d'une série de fiches d'information sur la privatisation des services publics préparée par l'Institut professionnel du personnel municipal (IPPM). Les autres thèmes abordés dans la série sont :

La privatisation : En quoi ça consiste?

Les services publics privatisés sont plus coûteux.

Les services publics privatisés sont moins avantageux.

**Les services publics contribuent à l'égalité;
la privatisation nuit à l'égalité.**

D'autres solutions existent.

Vous trouverez d'autres suggestions de lecture sur le site Web de l'IPPM

<https://www.cipp.on.ca/fr/campaigns>

